



Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales

Numéro 14, Décembre 2025
(Volume 1)

"Mieux comprendre l'espace"

ISSN : 2707-0395

Site web : www.revuegeovision.laboraddys.org

Courriel : revuegeovision@gmail.com

WhatsApp : +225 07 09 76 62 78

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication

MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef

LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint

ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Secrétariat administratif et technique

FOFANA Bakary, Géographe, Institut de Géographie Tropicale (IGT)/Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Comité scientifique et de lecture

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplicie, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Christof GÖBEL, Universidad Autonoma Metropolitana (UAM), Mexico/Mexique

Pr Guénola CAPRON, Universidad Autonoma Metropolitana (UAM), Mexico/Mexique

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) SORO Nambegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ETTIEN Dadjia Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr (MC) ADJAKPA Tchékpo Théodore, Université d'Abomey-Calavi (Benin)

Dr (MC) ABDOULAYE Djafarou, Université d'Abomey-Calavi (Benin)

INDEXATIONS INTERNATIONALES



<https://reseau-mirabel.info/revue/17310/Geovision>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/150985>



www.sudoc.fr/241026326



TOGETHER WE REACH THE GOAL

Journal details : <http://sjifactor.com/passport.php?id=23386>

✓ *Impact Factor 2025 : 5.46*
✓ *Impact Factor 2024 : 2.782*
✓ *Impact Factor 2023 : 3.169*

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (B. FOFANA, 2021, p.28) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : B. FOFANA (2021, p.28).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :

- *pour un article* : LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage* : HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses* : DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- Pour les documents électroniques : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue *Géovision* qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. *Géovision* est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI), une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et paraît donc deux fois par an (en anglais et en français).

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue Géovision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

LE TRANSPORT CLANDESTIN DE VOYAGEURS D'ABIDJAN VERS LE MALI ET LE BURKINA FASO SUITE À LA COVID-19, YAO Beli Didier	11
GESTION DURABLE DES TERRES EN MILIEU RURAL AU BENIN : CAS D'UNE EVALUATION FINANCIERE DE LA LUTTE CONTRE LA DEGRADATION DES TERRES AGRICOLES, Alfred Bothé Kpadé DOSSA	22
DYNAMIQUE DU SECTEUR INFORMEL ET OCCUPATION ANARCHIQUE DES ESPACES UNIVERSITAIRES DE BADALABOUGOU EN COMMUNE V/BAMAKO (MALI), Abdou BALLO¹, Charles SAMAKE²	36
INFLUENCE DES COLONATS AGRICOLES SUR LES DYNAMIQUES ECONOMIQUE ET SOCIALE AUX FRONTIERES BENINO-NIGERIANES: CAS DE LA COMMUNE DE TCHAOUROU AU BENIN, M'po Abraham KOUAGOU N'TCHA¹, Comlan Julien HADONOU²	49
REPRESENTATIONS SOCIO-CULTURELLES DE LA MALADIE ET DE LA SANTE CHEZ LES POPULATIONS RURALES BAOULE DE DJEBONOUA ET BETE DE DALOA : CAS DU PALUDISME EN COTE D'IVOIRE, Kouakou Luc N'GOTTA¹, Kassi Joseph KOUAME², Koffi Dermane KOUAKOU³, Salifou YEO⁴	65
LA PRODUCTION DE L'ARACHIDE, UN EXEMPLE DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME DANS LA SOUS-PREFECTURE DE KOLIA (NORD DE LA COTE D'IVOIRE), KONE Basoma⁷⁹	
LE REMBLAYAGE ET L'OCCUPATION DES SITES MARECAGEUX DANS L'ESPACE URBAIN DE DALOA (CENTRE-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE) Kokou Gilles Mawéna EKLOU¹, Djédjé Eric PREGNON²	95
LA GOUVERNANCE LOCALE À L'ÉPREUVE DE LA GESTION DU POUVOIR PAR LE RÉGIME MILITAIRE AU NIGER, WADA Nafiou	108
LES DEUX TRAITÉS DE LA MISSION BRITANNIQUE DE 1817 À KUMASI : ANALYSES ET CRITIQUES, SECRE Kouamé Kossonou Frédéric	120
LES FINAGES DU BASSIN ARACHIDIER OCCIDENTAL, UNE FABRIQUE DIFFÉRENTIELLE DE L'AUTOROUTE ILA TOUBA, Abdoulaye DIAGNE	134
ÉVALUATION SPATIALE DES DYNAMIQUES COTIÈRES EN CASAMANCE : CAS DE CARABANE, DIOGUE ET GNIKINE, ABDOURAHMANE BA¹ ; AMY DIEDHIOU² ; ELHADJI ABDOU KARIM KEBE³	145
MARCHE INFORMEL DES MÉDICAMENTS : ACTEURS, LOGIQUES ET STRATÉGIES DANS LA COMMUNE URBAINE DE SIGUIRI, RÉPUBLIQUE DE GUINÉE, Sidiki KOUROUMA¹, Véronique Vilgué KOIVOGUI²	160
VULGARISATION DE LA GÉOGRAPHIE DES NUISANCES SONORES : UN LEVIER POUR REINVENTER LES SCIENCES SOCIALES EN COTE D'IVOIRE, KONE Tintcho Assetou épse BAMBA	175
CONTRIBUTION DE LA GÉOLOCALISATION DES AIRES CACAOYÈRES DANS LA RATIONALISATION DES PAYSAGES FORESTIERS DANS LA SOUS-PRÉFECTURE DE BUYO	

(SUD-OUEST DE CÔTE D'IVOIRE), ¹ KOUASSI Yao Dieudonné, KOFFI Kouadio Achille, YAO Kouamé Anicet	188
IDENTIFICATION DES FACTEURS D'AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN DE MANIOC SUR LE MARCHÉ DE KINTELE (REPUBLIQUE DU CONGO), LINGUIONO Chelmyh Duplosin¹, MAMA YACOBOW Aboudou Ramanou²	201
FACTEURS DE LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE DE LA VILLE DE SAN-PEDRO (SUD-OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE), KOUAKOU Yao Stanislas¹, WADJA Jean-Bérenger²	214
IMPACT MONÉTAIRE DE LA DÉGRADATION DES SOLS DES MÉNAGES AGRICOLES DANS L'ARRONDISSEMENT DE NATITINGOU IV (BENIN) YATOPA Watoupé Thierry ¹ & DOSSA Alfred Bothé Kpadé²	228
VULNÉRABILITÉ À L'ÉROSION HYDRIQUE DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE GAMBOMA DANS LE CENTRE DU CONGO, Léonard SITOU	243
DISPARITÉ ET DETERMINANTS DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES POPULATIONS DE LA VILLE DE BOUAKE (CÔTE D'IVOIRE), Lhey Raymonde Christelle PRÉGNON	258
STRATÉGIES D'ADAPTATION DES PAYSANS EN CÉRÉALICULTURE FACE AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS L'EX-CERCLE DE KITA AU MALI, ¹Arouna DEMBELE, ²Issa FOFANA, ³Samba Mamadou SIDIBE	275
IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'ELEVAGE DE PINTADES DANS LA SOUS-PREFECTURE DE NIOFOIN (NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE), ¹KOUAME Kanhoun Baudelaire, ²TRAORE Oumar, ³YOMAN N'goh Koffi Michael	289
REGRESSION DU LAC DE KOSSOU ET DYNAMIQUE DE RECOLONISATION DES ANCIENS SITES PAR LES POPULATIONS DEPLACÉES DANS LE DÉPARTEMENT DE BEOUMI : UNE LECTURE GÉOGRAPHIQUE DES MUTATIONS SOCIO-TERRITORIALES APRÈS BARRAGE, Kouamé Thierry GOLI¹, Zié Doklo TRAORÉ², Kouamé Sylvestre KOUASSI³	300
L'ENCLAVEMENT FONCTIONNEL COMME CONTRAINTE À LA DYNAMIQUE DE L'ECONOMIE AGRICOLE DANS LA SOUS-PREFECTURE DE BONON, KOFFI Guy Roger Yoboué¹, N'GUESSAN N'Guessan Francis², KOUASSI Konan³	313
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DE MASSE ET PRATIQUES DE MOBILITÉ DANS LES MÉTROPOLIS DES SUDS : CAS DU BUS RAPID TRANSIT (BRT) À DAKAR (SENEGAL), Malick NDIAYE¹, Awa FALL²	329
MIGRANTES ET MIGRATIONS EN CÔTE D'IVOIRE : UNE APPROCHE ANALYTIQUE VIA LES PROFILS ET LES RESEAUX À DALOA ET À ANYAMA, Talibet Kouacou Yves-Rhodrigue KONAN	344
EFFET DE LA PRATIQUE DE L'EPS SUR LES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉS SCOLAIRES COMME MOYEN D'INTÉGRATION SOCIALE EN REPUBLIQUE DU CONGO, Audibert Fargean BANCETH KODIA¹, Paulin MANDOU MOU² et Pascal Alain LEYINDA³	357
SCIENCE ET ÉTHIQUE : VERS UN RETOUR DES MORALES OBJECTIVES, TUO Zié Emmanuel	369

REPRÉSENTATIONS ET ATTITUDES DES POPULATIONS DE SICOGI-MARCHÉ (YOPOUGON) FACE À LA COVID-19, ¹ AKPOUE Adjoua Marie Charlotte, ² NOTE Chantal, ³ N'GUESSAN Kassi Sinaï,.....	379
LES LAVERIES PRIVÉES DE VÉHICULES DANS LE CENTRE ET LE PÉRICENTRE DE LIBREVILLE : DE L'EXPLOSION DE L'OFFRE A LA DIFFICULTÉ DE CIRCULER VERS LE CENTRE-VILLE, <u>Guy Obain</u> BIGOUMOU MOUNDOUNGA	388
DE L'EFFICACITÉ DES MATHÉMATIQUES EN PHYSIQUE, <u>Fampiémin SORO</u> ¹ , Péson SORO ²	399
DÉTERMINANTS DE LA FAIBLE AUTONOMISATION FINANCIÈRE DES FEMMES RURALES DU DÉPARTEMENT DE DABOU, Mawa TOURÉ ¹ , Maxime YAPI ² , Joseph P. ASSI-KAUDJHIS ³	408
MIGRATIONS CLIMATIQUES ET RECOMPOSITIONS SOCIO-TERRITORIALES : LES DEPLACEMENTS POST SECHERESSES DE 1973 AUTOUR DU SYSTÈME FAGUIBINE ET L'EMERGENCE DU VILLAGE MULTI-COMMUNAUTAIRE D'ECELL (LAC HORO), REGION DE TOMBOUCTOU, Mahamadou ABOCAR ¹ * Abdoukadi Oumarou Touré ² , Modibo Tangara ³ , Mahamane Alboukader ⁴	423
LES USAGES COMMUNAUTAIRES DES RESSOURCES FLORISTIQUE ET FAUNIQUE DE QUELQUES FORETS SACREES DES DEPARTEMENTS DU L'OUEME ET DU PLATEAU (BENIN, AFRIQUE DE L'OUEST), <u>Romarc Iralè</u> EHINNOU KOUTCHIKA ¹ et *	438
ANALYSE DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES AGRICOLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE SYSTÈME FAGUIBINE, RÉGION DE TOMBOUCTOU, <u>Mahamane ALBOUKADER</u> ¹ , Seydou MARIKO ² , Mahamadou ABOCAR ³	452

INFLUENCE DES COLONATS AGRICOLES SUR LES DYNAMIQUES ECONOMIQUE ET SOCIALE AUX FRONTIERES BENINO-NIGERIANES : CAS DE LA COMMUNE DE TCHAUROU AU BENIN

M'po Abraham KOUAGOU N'TCHA ¹, Comlan Julien HADONOU ²

¹ (**Doctorant**), *Laboratoire d'Analyse et de Recherches sur les Dynamiques Économiques et Sociales (LARDES), Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Université de Parakou (UP), e-mail : kouagouabraham@gmail.com, République du Bénin*

² (**Professeur Titulaire des Universités du CAMES**), *Laboratoire d'Analyse et de Recherches sur les Dynamiques Économiques et Sociales (LARDES), Ecole Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Université de Parakou (UP), e-mail : julienhadonou@gmail.com, République du Bénin*

(Reçu le 30 septembre 2025 ; Révisé le 25 octobre 2025 ; Accepté le 17 novembre 2025)

Résumé

Les frontières sont souvent des zones de forte mobilité et d'échanges, mais elles peuvent également être le théâtre de tensions liées à l'accès aux ressources et à la cohabitation entre différentes populations. Cette étude vise à analyser l'influence des colonats agricoles sur les dynamiques économiques et sociales aux frontières benino-nigériennes. Les données ont été recueillies auprès de 386 participants à l'aide de questionnaires et d'entretiens, en utilisant des méthodes de sélection raisonnée et de boule de neige. L'analyse des données a été réalisée à l'aide de statistiques descriptives, du test T de Kendall. De plus, les verbatims ont permis de recueillir des témoignages détaillés et authentiques des participants, offrant une compréhension plus nuancée des perceptions et des réalités vécues sur le terrain. Les résultats obtenus révèlent que l'agriculture domine l'économie locale, employant la majorité de la population. Les revenus agricoles permettent de développer des activités complémentaires : petit commerce (45%), transformation (36%), élevage (14%) et ouverture de bars (5%), diversifiant les revenus et réduisant la vulnérabilité économique. La commercialisation se fait via les marchés locaux (36%), transfrontaliers (29%) et intermédiaires (35%), offrant différents débouchés. Les relations entre colons et autochtones sont globalement positives, avec une participation sociale élevée (67%), mais des tensions persistent, notamment liées aux conflits fonciers (66% des colons impliqués) portant sur les limites des terres (70%), le droit d'occupation (11%) et d'autres enjeux économiques (19%).

Mots clés : influence, colonat agricole, dynamique économique et sociale, Tchaourou, Bénin

INFLUENCE OF AGRICULTURAL COLONIES ON ECONOMIC AND SOCIAL DYNAMICS AT THE BENIN-NIGERIA BORDERS : THE CASE OF THE TCHAUROU IN BENIN

Abstract

Borders are often areas of high mobility and exchanges, but they can also be the scene of tensions related to access to resources and cohabitation between different populations. This study aims to analyze the influence of agricultural colonies on the economic and social dynamics around the Beninese-Nigerian borders in the commune of Tchaourou. Data were collected from 386 participants using questionnaires and interviews, using purposive selection and snowball methods. Data analysis was carried out using descriptive statistics, Kendall's T-test. In addition, verbatim interviews made it possible to collect detailed and authentic testimonies from participants, providing a more nuanced understanding of perceptions and realities experienced on the ground. The results obtained reveal that agriculture dominates the local economy, employing the majority of the population. Agricultural income allows the development of complementary activities: small trade (45%), processing (36%) and livestock (14%), diversifying income and reducing economic vulnerability. Marketing is done via local markets (36%), cross-border (29%) and intermediaries (35%), offering different outlets. Relations between settlers and indigenous people are generally positive, with high social participation (67%), but tensions persist,

particularly related to land conflicts (66% of settlers involved) concerning land boundaries (70%), occupation rights (11%) and other economic issues (19%).

Keywords : influence, agricultural colony, economic and social dynamics, Tchaourou, Benin

Introduction

Les zones frontalières, espaces de contact et d'échange entre États, sont des territoires dynamiques où se croisent populations, cultures et activités économiques diverses. Leur situation géographique particulière les place au cœur d'enjeux complexes, notamment en matière de gestion des ressources naturelles, de développement économique et de cohésion sociale (H. Raulin, 2008, p. 35). Au Bénin, les zones frontalières, et plus particulièrement celle avec le Nigéria, caractérisée par une forte porosité et des échanges transfrontaliers intenses, sont le théâtre de dynamiques socio-économiques spécifiques, souvent liées aux activités agricoles (A. Igue, 1994, p. 81).

L'agriculture, secteur vital pour l'économie béninoise, est un facteur majeur d'occupation de l'espace et de structuration des sociétés rurales (T. Bierschenk et J.P. Olivier de Sardan, 2014, p. 51). Elle contribue significativement à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois, à la génération de revenus et à la production de biens et services. Selon les données de la DSA/MAEP (2021), ce secteur représente en moyenne 2% du PIB, 77% des recettes d'exportation et 15% des recettes de l'État, tout en employant plus de la moitié de la population active. De ce fait, l'agriculture constitue un levier important pour la croissance économique rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire (CIRAD, 2013).

Dans les zones frontalières, cette activité agricole prend une dimension particulière, marquée par des flux migratoires de populations en quête de terres cultivables, conduisant à l'installation de ce que des « colonats agricoles ». Ce terme, employé dans le contexte de cette étude, désigne l'installation et l'exploitation de terres par des populations non autochtones, souvent originaires de régions plus densément peuplées ou confrontées à des contraintes foncières dans leurs zones d'origine.

L'installation de ces colonats agricoles a des répercussions importantes sur les dynamiques économiques et sociales locales. Sur le plan économique, elle peut entraîner une intensification de la production agricole, une diversification des cultures et une dynamisation des échanges commerciaux transfrontaliers (G. Courade *et al.*, 2003, p. 187). Cependant, elle peut également générer des concurrences pour l'accès aux ressources, notamment la terre et l'eau, et modifier les systèmes de production traditionnels. Sur le plan social, l'arrivée de ces nouveaux acteurs peut transformer les relations intercommunautaires, créer des tensions liées à la gestion des ressources et aux droits fonciers, mais aussi favoriser des échanges culturels et des formes de coopération (C. Lund, 2002, p. 201).

La commune de Tchaourou, située à la frontière entre le Bénin et le Nigéria, est caractérisée par une forte activité agricole, une présence significative de populations migrantes et une coexistence de systèmes fonciers traditionnels et modernes. L'émergence de ces colonats soulève des interrogations sur leurs impacts économiques et sociaux, tant pour les communautés des colons agricoles que pour les populations autochtones.

Quels sont les effets des colonats agricoles sur les dynamiques économiques et sociales dans cette région frontalière ?

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'influence des colonats agricoles sur les transformations économiques et sociales dans la commune de Tchaourou. Plus spécifiquement, il s'agit d'évaluer les retombées économiques, de comprendre les mécanismes sociaux liés à l'intégration ou aux conflits entre colons agricoles et autochtones. Les hypothèses formulées dans le cadre de cette étude sont les suivantes : Il est supposé que le colonat agricole contribue à la dynamisation de l'économie locale à travers l'accroissement de la production et la création d'emplois. Il est également envisagé qu'il favorise certaines formes d'intégration sociale entre colons et autochtones. Toutefois, cette cohabitation

pourrait aussi générer des tensions foncières et sociales susceptibles d'affecter la cohésion communautaire.

1. Approche méthodologique

1.1. Milieu de recherche

Cette étude est menée à la fois dans la commune de Tchaourou, située dans le département du Borgou, et dans l'État de Kwara, au Nigeria. La commune de Tchaourou, classée comme commune à statut intermédiaire (selon le Décret n° 2022-320 du 1er juin 2022), est entourée par Parakou, N'dali, et Perère au nord, Ouèssè au sud, le Nigeria à l'est, et Bassila et Djougou à l'ouest. Son relief se caractérise par des plaines, des plateaux et des collines, notamment celles de Wari-Marou, connues pour leurs carrières de graviers et de granite.

Le climat de Tchaourou est de type sud-soudanien uni-modal, avec une alternance entre une saison sèche (de novembre à mars) et une saison humide (d'avril à octobre). Les précipitations annuelles varient entre 1000 et 1100 mm. Les sols ferrugineux, bien que peu drainés, soutiennent une agriculture diversifiée, qui constitue la principale activité économique de la région. La population de Tchaourou s'élève à 223 138 habitants (selon le RGPH4, 2013), répartis dans plusieurs arrondissements, dont Kika (54 349 habitants) et Tchatchou (47 841 habitants). Les groupes ethniques dominants incluent les Bariba, les Peulhs et les Nagots.

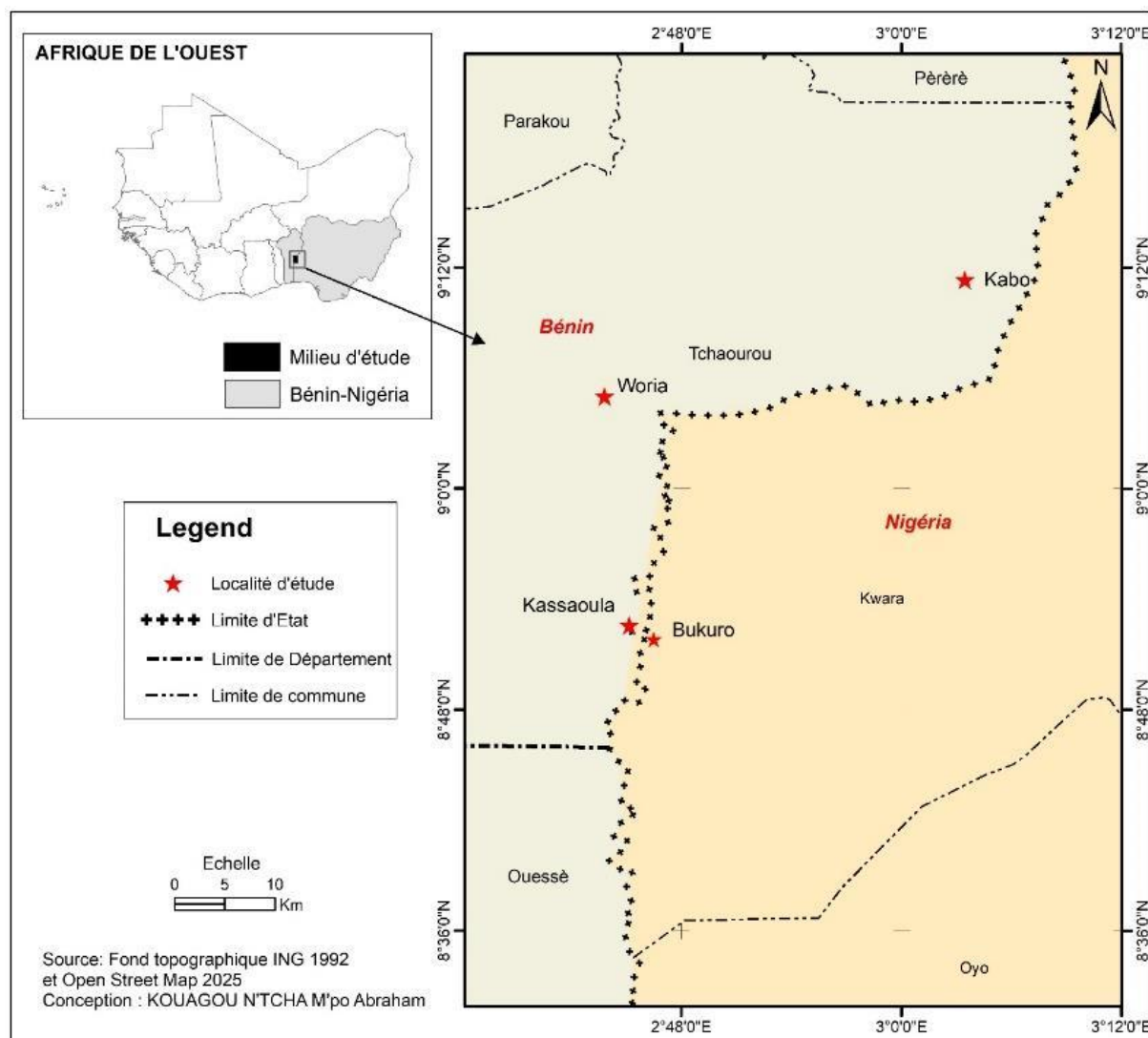
L'économie locale repose principalement sur les cultures céréalières (maïs, riz), légumineuses (soja, arachide), maraîchères (piments, tomates) et pérennes (anacarde). Cependant, le développement économique est entravé par un accès limité aux financements et un manque d'unités industrielles, malgré la présence de quelques usines de transformation, notamment dans le secteur de l'anacarde. L'élevage traditionnel et la pêche, pratiqués dans les cours d'eau comme l'Ouémé et l'Okpara, complètent l'économie locale. Le secteur artisanal comprend la transformation agricole et des métiers techniques tels que la mécanique, la menuiserie et la couture.

Malgré ses ressources, Tchaourou fait face à des défis liés à la gestion des terres, aux infrastructures et à l'accès aux services financiers, ce qui limite son potentiel de développement socio-économique.

Dans l'État de Kwara, le village frontalier de Bukuro a été sélectionné pour sa proximité avec Tchaourou. Situé dans la zone de gouvernement local de Baruten, Bukuro se trouve à environ 8,8667° de latitude nord et 2,7667° de longitude est. Le climat y est de type savane avec un hiver sec (classification de Köppen-Geiger Aw), avec des températures moyennes annuelles de 26,8 °C et des précipitations moyennes de 1 023,6 mm.

L'économie de Bukuro est principalement rurale, centrée sur l'agriculture et l'agropastoralisme. Les cultures locales incluent l'igname, le manioc, le soja, le riz, l'arachide, le sésame, le maïs, le mil, le gingembre et la canne à sucre. Les marchés locaux, tels que ceux d'Ityowanye, Adi, Abwa et Buruku, jouent un rôle clé dans l'économie en facilitant l'échange de produits agricoles.

La population de Bukuro est composée de diverses communautés ethniques, reflétant la diversité culturelle du Nigeria. Les langues parlées incluent l'anglais (langue officielle), le haoussa, le yoruba, l'igbo et le peul. Grâce à sa situation géographique et à son climat, Bukuro offre des paysages typiques de la savane nigériane, avec une végétation clairsemée et des terres propices à l'agriculture. Les visiteurs peuvent découvrir la culture locale à travers les marchés, les festivals et les interactions avec les habitants. La carte suivante présente la situation géographique du milieu d'étude.

Figure 1 : Situation géographique du milieu d'étude

Source : Kouagou, Janvier 2025

1.2. Echantillonnage

Cette étude, qui examine les colonats agricoles dans la zone frontalière entre le Bénin et le Nigéria, est de nature mixte. Confrontée à l'absence de données exhaustives sur les populations concernées, elle a combiné deux stratégies d'échantillonnage complémentaires : un choix raisonné et la technique de la boule de neige.

Le choix raisonné a permis d'identifier et de sélectionner des acteurs clés en fonction de leur rôle dans la gestion foncière locale. La technique de la boule de neige, quant à elle, a été utilisée pour accéder à des ménages agricoles migrants, souvent difficiles à atteindre par les méthodes d'échantillonnage traditionnelles. Cette technique consiste à identifier un premier migrant répondant aux critères de l'étude, qui oriente ensuite les chercheurs vers d'autres individus partageant des caractéristiques similaires.

Les critères de sélection des migrants étaient les suivants :

- Une présence d'au moins cinq ans dans la zone d'étude.

- Une participation active aux activités agricoles et agropastorales.
- Un statut foncier établi (location, achat ou métayage).
- Une représentation des différentes vagues migratoires, tenant compte de l'origine géographique et des motifs du déplacement.

En ce qui concerne les populations autochtones, un choix raisonné a été utilisé pour sélectionner des acteurs stratégiques en fonction de leur rôle dans la gestion foncière et agricole locale. L'objectif était de recueillir une diversité de points de vue sur les relations entre migrants et populations hôtes, ainsi que sur les dynamiques foncières en jeu.

Les ménages sélectionnés sont situés dans les villages de Kassouala, Kabo, Worja et Bukuro. Ces localités ont été choisies en raison de leur position frontalière, de l'importance des activités agricoles et agropastorales, de la forte concentration de colons agricoles et de l'existence de tensions ou de collaborations entre autochtones et migrants sur les questions foncières.

L'échantillon final comprenait 366 ménages agricoles et 20 autorités locales considérées comme des informateurs clés. Ce nombre a été déterminé en fonction du critère de saturation des données, en privilégiant la diversité des perspectives plutôt qu'une stricte représentativité statistique. La participation des autorités locales a permis d'enrichir l'analyse en apportant un éclairage institutionnel sur la gestion foncière et les dynamiques de cohabitation.

Tableau 1: Echantillon

Cible	Technique d'échantillonnage	Taille
Colons agricoles (ménages migrants)	Raisonné	366
Autorités locales	Boule de neige	20
TOTAL	386	

Source : Enquête de terrain, Décembre 2024

Le tableau 1 aborde les techniques d'échantillonnages et les cibles

1.3.Méthode de collecte des données

Afin d'appréhender la complexité des dynamiques liées aux colons agricoles autour des frontières bénino-nigériennes une approche méthodologique mixte a été privilégiée. Cette approche, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives, permet de croiser les données et d'obtenir une compréhension plus complète du phénomène étudié. La collecte de données s'est appuyée sur plusieurs outils : des fiches de lecture pour la revue de littérature, des guides d'entretien pour les entretiens semi-directifs menés auprès des différents acteurs (colons agricoles, populations autochtones et institutions), et des questionnaires pour la collecte de données quantitatives.

1.4.Méthode d'analyse des données

Les méthodes d'analyse ont été adaptées en fonction des données collectées. Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique réalisée de manière continue, conformément aux principes décrits par Paillé et Mucchielli (2013). En complément, l'Analyse Phénoménologique Interprétative (API) a été mobilisée pour traiter les entretiens semi-directifs. Comme le souligne Apostolidis (2006), cette approche permet d'explorer les expériences vécues des producteurs, en s'appuyant sur un corpus varié où chaque entretien offre une perspective unique, plutôt que de se limiter à une simple description objective des faits.

Afin d'évaluer la relation entre la présence des colons agricoles (présence/absence ou différents niveaux de présence) et la fréquence des conflits fonciers, un test statistique du khi-deux a été réalisé à l'aide du logiciel SPSS. Des verbatims ont été sélectionnés pour illustrer les résultats.

2. Résultats et Analyse

2.1. Diversité sociale et économique des enquêtés dans le contexte du colonat agricole

La population étudiée est largement dominée par les hommes, représentant 84 % des répondants contre seulement 16 % de femmes. Le niveau d'instruction est globalement faible, avec 32 % des individus n'ayant reçu aucune instruction, 48 % ayant atteint le niveau primaire, 17 % le secondaire et seulement 3 % ayant accédé à l'université. La structure matrimoniale est marquée par une forte prédominance des personnes mariées (90 %), tandis que les célibataires (6 %), les veufs (3 %) et les divorcés (1 %) sont minoritaires.

Sur le plan du statut dans la communauté, la majorité des répondants sont des autochtones (60 %), contre 40 % des colons ou migrants, traduisant une présence de populations venues s'installer dans la localité. La durée moyenne de résidence dans la localité est de 23,9 ans avec un faible écart-type de 1,12, indiquant une certaine stabilité des habitants malgré leur statut migratoire. Par ailleurs, l'âge moyen des répondants est de 37,13 ans avec un écart-type de 11,89, ce qui révèle une diversité générationnelle au sein de la population étudiée.

Tableau 2 : Caractéristiques sociodémographiques et économiques des enquêtés

Variables qualitatives		
Variables	Modalités	Fréquences absolues (%)
Sexe	Hommes	84
	Femmes	16
Niveau d'instruction	Aucun	32
	Primaire	48
	Secondaire	17
	Universitaire	3
Situation matrimoniale	Marié(es)	90
	Veufs	03
	Célibataire	06
	Divorcés	01
Statut dans la communauté	Colons (migrants)	40
	Autochtones	60
Variables quantitatives		
Variables	Moyenne	Ecart-type
Nombre d'année dans la localité	23,9	1,12
Age	37,13	11,89

Source : Travaux d'enquête de terrain, Janvier 2025

2.2. Entre production et échanges : le rôle des colonats agricoles dans la dynamique économique frontalière

2.2.1. Le colonat agricole, moteur d'insertion économique et de création d'activités à Tchaourou

- Agriculture comme première source d'emploi

Tableau 3: Hiérarchisation des activités pratiquées dans la zone

Indicateurs	Rang Moyen	Ordre d'importance
Agriculture	2,00	1
Commerce	3,52	2
Artisans	3,81	3
Transporteurs (conducteurs)	4,46	4
N	119	
W de Kendall	0,043***	
Khi-deux	77,38	
Degré de liberté	6	

Source : Travaux d'enquête de terrain, Janvier 2025

Le tableau met en évidence l'importance de l'agriculture comme principale source d'emploi dans la zone étudiée. Avec un rang moyen de 2,00, elle se classe au premier rang des activités économiques pratiquées, confirmant ainsi son rôle central dans l'occupation et les moyens de subsistance des populations locales. En deuxième position, le commerce présente un rang moyen de 3,52, indiquant une activité secondaire significative, bien que moins dominante que l'agriculture. L'artisanat arrive en troisième position avec un rang moyen de 3,81, suivi des activités de transport (conducteurs) qui occupent la dernière place avec un rang moyen de 4,46. Cette répartition reflète une structure économique où l'agriculture reste le principal levier d'emploi, tandis que les autres secteurs jouent un rôle complémentaire.

L'analyse statistique vient appuyer ces observations. Le coefficient W de Kendall (0,043), significatif au seuil de 1 % ($p < 0,01$), indique une hiérarchisation des activités partagées par les répondants. Par ailleurs, la valeur du Chi-deux (77,38, ddl = 6) confirme que la distribution des préférences d'activités n'est pas aléatoire et traduit une structuration économique spécifique à la zone étudiée.

Ces résultats soulignent la prédominance de l'agriculture comme moteur économique principal, soutenant l'emploi et les revenus des populations locales.

- **Colonat agricole et création d'autres activités annexes directes ou indirectes**

L'analyse des données révèle que les revenus issus de la vente des productions agricoles constituent un levier important pour le développement d'activités économiques complémentaires dans la zone étudiée. Le petit commerce est l'activité la plus pratiquée, représentant 45 % des répondants. Il s'agit principalement de la vente d'articles de consommation courante tels que le cube, le savon, la cigarette et les whiskys en sachet, permettant aux agriculteurs de générer des revenus supplémentaires au sein du village.

La transformation des produits agricoles constitue la deuxième activité de diversification, avec 36 % des répondants investissant dans cette filière. Cette dynamique traduit une volonté d'ajouter de la valeur aux productions locales, notamment les pertes post-récolte et augmentant les profits.

L'élevage représente 14 %, ce qui indique que certains agriculteurs réinvestissent leurs gains dans l'acquisition de bétail, une stratégie souvent perçue comme une forme d'épargne et de sécurisation des revenus en milieu rural. Enfin, l'ouverture de bars est une activité plus marginale, ne concernant que 5

% des répondants, mais qui illustre néanmoins une diversification vers des services de loisir et de consommation.

Ces résultats mettent en lumière une forte interdépendance entre les revenus agricoles et la structuration des activités économiques locales. L'agriculture ne se limite pas à une simple production vivrière, mais joue un rôle moteur dans l'émergence de nouvelles sources de revenus, permettant ainsi de réduire la vulnérabilité économique des exploitants et d'améliorer leurs conditions de vie.

Tableau 4 : Catégorisation des usages faits des revenus issus de la vente des productions agricoles

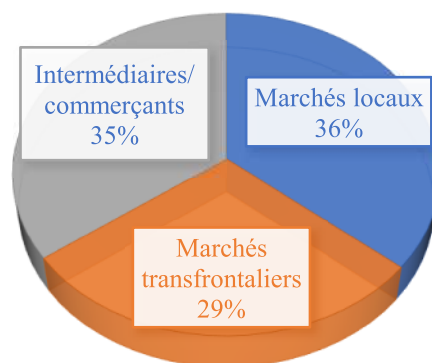
Variables	Fréquences absolues (%)
Le petit commerce	45,00
Transformaion	36%
Elevage	14,00
Ouverture de bars	05,00
Total	100,00

Source : Travaux d'enquête de terrain, Janvier 2025

2.2.2. Colonat agricole et vitalité des marchés frontaliers

Pour mieux comprendre l'organisation de la commercialisation des produits agricoles issus des colonats, il convient de présenter les principaux marchés d'écoulement et les circuits de distribution de ces produits, comme le montre la Figure 2.

Figure 2 : Marchés de l'écoulement des produits agricoles



Source : Travaux d'enquête de terrain, Janvier 2025

L'analyse des circuits de commercialisation des produits agricoles met en évidence une répartition relativement équilibrée entre les marchés locaux (36 %), les marchés transfrontaliers (29 %) et les intermédiaires/commerçants (35 %). Ces résultats traduisent une diversification des débouchés favorisée par la présence des colons agricoles, qui jouent un rôle clé dans l'augmentation de la production et son écoulement.

Les marchés locaux, représentant 36 %, constituent le premier canal de vente, permettant aux producteurs de commercialiser directement leurs récoltes au sein de leur communauté. Cette dynamique favorise l'approvisionnement local et stimule l'économie des zones rurales environnantes.

Les marchés transfrontaliers, avec 29 %, montrent que près d'un tiers des produits agricoles sont écoulés au-delà des frontières nationales. Ce phénomène est particulièrement significatif dans un contexte où la mobilité des colons et la proximité des axes commerciaux facilitent les échanges avec les pays voisins. La demande extérieure contribue ainsi à valoriser la production agricole locale et à garantir des opportunités économiques supplémentaires aux exploitants.

Enfin, 35 % des ventes sont réalisées via des intermédiaires et commerçants, soulignant l'importance des acteurs de la chaîne de distribution. Ces intermédiaires facilitent l'accès à des marchés plus larges, bien qu'ils puissent également capter une part significative des bénéfices au détriment des producteurs.

Ces résultats témoignent de l'impact des colons agricoles sur le développement des circuits de commercialisation. En diversifiant les débouchés et en intégrant les réseaux d'échange locaux et transfrontaliers, les colons agricoles contribuent à dynamiser l'économie locale tout en renforçant l'intégration régionale des produits agricoles.

Ces résultats sont appuyés par les propos suivants :

M. R., colons agricole/Kassouala, (entretien du 15/01/2025) affirme :

« La majorité de nos récoltes sont vendues dans les marchés locaux. C'est plus accessible et on n'a pas besoin de transport coûteux. Mais parfois, les prix sont bas à cause de l'abondance des produits. Pendant la saison des récoltes, il arrive que tout le monde vende en même temps, ce qui fait chuter les prix et nous oblige à écouler nos produits à perte. Si nous avions des moyens de conservation ou de transformation, nous pourrions mieux gérer ces fluctuations. »

L'analyse de ce témoignage met en évidence l'importance des marchés locaux comme principal canal de vente pour de nombreux producteurs. En effet, ces marchés sont perçus comme accessibles et pratiques, car ils ne nécessitent pas de frais de transport élevés. Cela permet aux producteurs de vendre leurs récoltes rapidement sans avoir à supporter les coûts supplémentaires associés à l'acheminement vers des marchés plus éloignés.

Cependant, cette solution présente également des inconvénients, principalement liés à la saturation du marché local pendant la période des récoltes. Lorsque tous les producteurs vendent leurs produits simultanément, l'offre dépasse largement la demande, ce qui entraîne une baisse significative des prix. Les producteurs se trouvent donc contraints de vendre à des prix bien inférieurs à leur coût de production, parfois à perte. Ce phénomène souligne un problème structurel des marchés locaux, où la concurrence intense et la gestion de l'offre sont mal régulées.

De nombreux producteurs ne vendent pas directement leurs produits sur les marchés, mais passent par des intermédiaires qui achètent en gros avant de revendre à meilleur prix. Si ce système permet d'assurer un écoulement rapide des productions, il place les agriculteurs en position de dépendance vis-à-vis de ces commerçants qui imposent souvent des prix peu avantageux.

« Je ne vends pas directement sur le marché, ce sont les grossistes qui viennent acheter chez nous. Mais parfois, ils fixent des prix trop bas, et on n'a pas d'autre choix que d'accepter. Eux, ils ont les moyens de stocker et de revendre plus tard à un meilleur prix, tandis que nous, producteurs, devons vendre rapidement pour éviter les pertes. Si nous avions de meilleures infrastructures de stockage ou la possibilité de transformer nos produits, nous serions moins dépendants de ces intermédiaires. » M. R., colon agricole/Woria, (entretien 15/01/2025).

Le témoignage de cet agriculteur de soja met en lumière la position vulnérable des producteurs vis-à-vis des intermédiaires, en l'occurrence les grossistes, qui jouent un rôle central dans la chaîne de distribution des produits agricoles. Contrairement à ceux qui vendent directement sur les marchés locaux, cet agriculteur dépend des grossistes pour écouler sa production. Toutefois, cette relation présente des désavantages considérables. Les grossistes, ayant la capacité de stocker les produits et d'attendre des

périodes de forte demande pour les revendre à des prix plus élevés, profitent souvent de cette situation pour imposer des prix d'achat bas aux producteurs, qui se retrouvent dans l'incapacité de négocier.

Ce déséquilibre dans la relation commerciale souligne une dépendance marquée des producteurs envers ces acteurs du marché, car ils n'ont souvent d'autres choix que d'accepter les prix fixés. Les producteurs, quant à eux, sont contraints de vendre rapidement leurs récoltes pour éviter la détérioration de leurs produits et les pertes associées. Cela démontre une asymétrie dans les négociations de prix, où le pouvoir de marché est concentré entre les mains des grossistes, au détriment des producteurs locaux.

2.3. Colonat agricole et recomposition des relations sociales à la frontière Bénin-Nigéria

2.3.1. Liens sociaux favorables : regard des colons sur les autochtones

L'analyse des interactions entre les colons agricoles et les populations autochtones met en évidence une dynamique relationnelle globalement positive, marquée par une intégration progressive à travers divers mécanismes sociaux. La participation aux événements culturels et sociaux constitue un indicateur clé de cette intégration. En effet, 67 % des colons déclarent prendre part aux cérémonies locales, favorisant ainsi le rapprochement et le renforcement des liens communautaires. Ces occasions permettent non seulement d'établir des relations de confiance, mais aussi de partager des valeurs culturelles et de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté d'accueil. Toutefois, 33 % des colons ne participent pas à ces manifestations, ce qui peut indiquer des barrières culturelles, économiques ou même des préférences personnelles qui limitent leur implication dans la vie sociale locale.

L'évaluation des relations sociales entre colons et autochtones confirme cette tendance globalement favorable. 65 % des répondants estiment que ces relations sont très bonnes, tandis que 15 % les jugent bonnes, soit un total de 80 % qui expriment une perception positive de la cohabitation. Ces résultats traduisent une intégration réussie pour une grande majorité des colons, favorisée par des interactions fréquentes et des échanges socio-économiques mutuellement bénéfiques. Toutefois, une part non négligeable des répondants (17 %) qualifie ces relations de moyennes, suggérant l'existence de certaines tensions ou d'une cohabitation plus réservée dans certains cas. De manière plus marginale, 3 % perçoivent ces relations comme mauvaises, ce qui peut être le résultat de conflits d'intérêts, de différences culturelles ou de difficultés liées à l'appropriation des ressources.

Un indicateur particulièrement révélateur de cette intégration sociale est la fréquence des mariages mixtes entre colons et autochtones. Avec 84 % des répondants affirmant leur existence, ces unions traduisent une forte imbrication sociale entre les deux groupes. Le mariage est un facteur structurant dans la consolidation des relations intercommunautaires, car il favorise les alliances familiales, renforce la confiance et contribue à la cohésion sociale à long terme. À l'inverse, 16 % des répondants indiquent ne pas observer de mariages mixtes, ce qui peut être attribué à des différences culturelles persistantes ou à des préférences personnelles qui limitent ces unions.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que la présence des colons agricoles dans la région ne se limite pas à une simple occupation de terres, mais s'accompagne d'une intégration progressive au sein du tissu social local. Les interactions à travers les cérémonies culturelles, les mariages mixtes et les échanges quotidiens créent un environnement propice à la cohabitation harmonieuse. Cependant, la minorité exprimant des réserves ou des perceptions négatives des relations sociales souligne la nécessité de continuer à encourager les dynamiques d'intégration, en mettant en place des initiatives visant à réduire les écarts culturels et à prévenir d'éventuels conflits.

Tableau 5 : Perception des relations positives avec les autochtones

Variables	Modalités	Fréquences absolues (%)
Participation à des cérémonies sociales ou culturelles avec les populations autochtones	Oui	67,00
	Non	33,00
Relations avec les populations autochtones	Très bonne	65
	Bonne	15
	Moyennes	17
	Mauvaises	3
Mariages mixtes entre migrants et autochtones	Oui	84
	Non	16

Source : Résultats d'enquête de terrain, Janvier 2025

Les déclarations suivantes soutiennent ces résultats.

Un colon agricole raconte :

« Depuis mon arrivée ici, j'ai remarqué que les relations avec les autochtones sont assez positives. Au début, je me sentais un peu isolé, mais rapidement, j'ai été invité à participer aux cérémonies sociales et culturelles locales. Cela m'a permis non seulement de mieux comprendre leurs coutumes et traditions, mais aussi d'établir des liens de solidarité. Aujourd'hui, je me sens intégré. Les discussions sur l'agriculture, le partage d'idées et d'expériences avec les habitants du village sont devenues courantes. » T.A., (entretien à Kabo, 14/01/2025).

Ce témoignage illustre l'importance des événements sociaux et culturels dans l'intégration des migrants et dans le renforcement des liens entre les deux groupes. Ces moments permettent de briser les barrières et d'instaurer un climat de confiance.

De la même manière, une autre personne souligne l'impact de la participation collective :

« Participer aux cérémonies sociales et culturelles des autochtones a vraiment facilité notre intégration. Ces moments sont des occasions où les barrières entre nous et les autochtones tombent. On apprend à mieux se connaître, à comprendre les valeurs et traditions locales, et à partager les nôtres. Ce n'est pas juste une participation symbolique ; c'est un échange réel. » K.E., (entretien à Kabo, 14/01/2025).

Cela montre que les colons agricoles ne sont pas simplement des observateurs extérieurs, mais qu'ils sont activement engagés dans les pratiques et les valeurs locales. Cette implication renforce la cohésion sociale et permet de créer un espace de convivialité où les différences culturelles se transforment en richesse.

Les échanges sociaux vont au-delà des simples participations aux événements locaux. Aimé, un colon rencontré à Kabo renchérit :

« Les relations avec les autochtones sont vraiment exceptionnelles. Chaque année, quand il y a des mariages, des fêtes religieuses ou des événements communautaires, nous y participons tous ensemble. C'est dans ces moments que l'on comprend à quel point l'harmonie sociale est importante ici. » B.K., (entretien à Worja, 14/01/2025).

Cette déclaration illustre l'harmonie et la solidarité qui existent au sein de la communauté, où les événements familiaux et sociaux deviennent des occasions pour tous, qu'ils soient migrants ou autochtones, de célébrer ensemble et de renforcer leur appartenance à une même société.

Ainsi, il apparaît que les liens sociaux entre les migrants et les autochtones dans la région ne se limitent pas à des échanges ponctuels ou superficiels. Ces relations reposent sur des fondements solides, nourris par des échanges culturels, sociaux et familiaux. Le témoignage de du colon agricole de Kassoula qui explique comment il a été intégré grâce à la participation à des événements locaux résume bien cette dynamique :

« Grâce à ces échanges, nous avons appris à nous connaître, à comprendre les traditions des uns et des autres, et à renforcer les liens de solidarité qui nous unissent. » T.A., (entretien à Kabo, 14/01/2025).

Ces interactions permettent de créer une véritable synergie entre les deux groupes, qui, bien que différents par leur origine, partagent désormais un objectif commun : renforcer l'harmonie et la coopération au sein de leur communauté.

2.3.2. *Cohabitation difficile : perceptions des relations conflictuelles avec les autochtones*

Bien que les relations entre colons agricoles et autochtones soient globalement positives, des tensions persistent, notamment en raison de conflits liés à l'accès et à la gestion des terres. L'analyse des perceptions négatives révèle que 66 % des colons déclarent avoir été impliqués au moins une fois dans un conflit avec les autochtones, tandis que 34 % affirment ne jamais avoir connu de litiges. Ce taux élevé de conflits témoigne d'un enjeu fondamental lié à la cohabitation et à la répartition des ressources, notamment foncières, entre les deux groupes.

La principale source de conflit identifiée est la question des limites des terres, qui concerne 70 % des cas. Ce résultat traduit la récurrence des litiges fonciers, souvent dus à l'absence de délimitations claires des parcelles, aux revendications concurrentes ou encore aux conflits intergénérationnels liés à l'héritage et à l'expansion des exploitations agricoles. Le droit d'occupation des terres, bien que moins fréquent (11 %), reste un point de tension, surtout lorsque les colons agricoles perçoivent une instabilité juridique quant à leur statut d'occupant ou lorsque les autochtones contestent leur légitimité. Enfin, 19 % des conflits sont attribués à d'autres causes, pouvant inclure des désaccords sur l'exploitation des ressources naturelles, des rivalités économiques ou des tensions socioculturelles.

Ces résultats montrent que, malgré une intégration progressive des colons dans la vie sociale locale, des enjeux structurels persistent, notamment autour du foncier, qui demeure une source majeure de conflits.

Tableau 6 : Perception des relations négatives avec les autochtones

Variables	Modalités	Fréquences absolues (%)
Implication au moins une fois dans un conflit	Oui	66,00
	Non	34,00
Source de conflit	Limites des terres	70
	Droit d'occupation	11
	Autres	19

Source : Résultats d'enquête de terrain, Janvier 2025

Les propos suivants viennent confirmer ces résultats.

Un agriculteur migrant témoigne :

« Il y a eu plusieurs fois des tensions avec les autochthones, surtout concernant les limites des terres. Parfois, ils pensent que nous empiétons sur leurs terrains, ce qui mène à des conflits. Nous essayons de discuter pour résoudre ces problèmes, mais il y a toujours une méfiance qui persiste. » C.B., (entretien à Kabo, 14/01/2025).

Ce témoignage met en évidence un des principaux points de friction : les conflits fonciers, qui restent un enjeu majeur dans les relations entre les deux groupes. Les migrants, souvent installés dans des zones périphériques ou récemment colonisées, peuvent être perçus comme des intrus, ce qui génère une méfiance réciproque.

L'un des aspects les plus révélateurs de ces relations négatives reste le conflit autour du droit d'occupation des terres. Comme l'explique un autre agriculteur :

« Nous avons eu plusieurs altercations avec les autochthones à propos des terres que nous cultivons. Parfois, ils nous accusent de ne pas respecter les frontières, ce qui nous met dans une situation difficile. » H.I., (entretien à Kabo, 14/01/2025).

Le droit d'occupation est une question sensible, car il peut être perçu différemment selon les traditions et les pratiques de chaque groupe. Les autochthones, ayant des droits historiques sur les terres, peuvent être réticents à partager ou à accepter de nouvelles formes d'occupation, créant ainsi un terrain fertile pour les conflits.

Ces tensions sont d'autant plus difficiles à résoudre lorsque les migrants se sentent pris au piège par leurs conditions économiques. Comme l'indique M. Tchando, un producteur de maïs :

« Nous n'avons pas toujours le luxe de choisir où nous cultivons. Souvent, nous sommes contraints par les terres disponibles et les prix de vente des produits. Mais cela génère des conflits avec ceux qui se sentent propriétaires ou légitimes sur ces terres. » T.A., (entretien à Kassoula, 11/01/2025).

La contrainte économique pousse les migrants à s'installer là où ils peuvent, parfois sans tenir compte des sensibilités des autochthones. Cela complique d'autant plus les relations, car la nécessité de survivre prend le pas sur la volonté de respecter des normes sociales ou culturelles.

3. Discussion

L'agriculture demeure la principale source d'emploi dans la zone étudiée, suivie par le commerce, l'artisanat et le transport. Cette prépondérance agricole s'explique par son rôle structurant dans l'économie locale, où les revenus issus des activités agricoles soutiennent divers secteurs connexes. En effet, l'analyse révèle que ces revenus permettent de financer des activités complémentaires telles que le petit commerce (45 %), la transformation des produits (36 %) et l'élevage (14 %), tandis que l'ouverture de bars reste marginale (5 %). Cette diversification des sources de revenus contribue à réduire la vulnérabilité économique des agriculteurs et à améliorer leurs conditions de vie, un constat qui corrobore les résultats de A. Mboungue (2021, p. 67) qui indiquent que les agriculteurs ayant diversifié leurs sources de revenus présentent une résilience économique plus importante face aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix des produits agricoles. Selon cet auteur, cette diversification permet non seulement de stabiliser les revenus des ménages, mais également d'améliorer leurs conditions de vie en facilitant l'accès à l'éducation, à la santé et aux biens de première nécessité.

Par ailleurs, la commercialisation des produits agricoles suit une dynamique variée, avec une répartition équilibrée entre les marchés locaux (36 %), les marchés transfrontaliers (29 %) et les intermédiaires/commerçants (35 %). Cette diversité des débouchés reflète la stratégie des colons agricoles visant à maximiser leurs opportunités économiques. Ces observations rejoignent les conclusions de Treyer *et al.* (2019, p.8), qui mettent en évidence le rôle de la diversification des marchés

agricoles dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des producteurs, en réduisant leur dépendance à un seul canal de vente. De même, A. B. S. Alam *et al.* (2016, p. 51) soulignent que l'accès à plusieurs marchés, notamment locaux, de gros et d'exportation, permet aux agriculteurs d'atténuer leur exposition aux fluctuations des prix et d'assurer une meilleure rentabilité.

L'importance des marchés locaux se traduit par leur capacité à dynamiser l'économie locale et à offrir aux producteurs des débouchés directs. M. Kalkuhl *et al.* (2015, p.20) ont montré qu'un accès facilité aux marchés locaux, couplé à une diversification agricole, favorise une augmentation des revenus et une réduction de la pauvreté. Par ailleurs, la part significative des marchés transfrontaliers (29 %) témoigne d'une valorisation des produits agricoles au-delà des frontières, facilitée par la mobilité des colons et la proximité des axes commerciaux. Ces tendances sont comparables aux conclusions de T. Reardon *et al.* (2018, p. 10), qui insistent sur l'importance des marchés d'exportation pour les petits producteurs, bien que ceux-ci nécessitent des ajustements en matière de normes de qualité et de logistique.

Enfin, la prépondérance des intermédiaires dans la commercialisation (35 %) souligne leur rôle central dans l'accès aux marchés plus vastes. Toutefois, comme l'indique T.J. Wise (2017, p.27), la forte présence des intermédiaires peut engendrer une répartition inégale des revenus, désavantageant souvent les producteurs au profit des négociants et grandes entreprises. Ainsi, ces résultats s'inscrivent dans une tendance générale où la diversification des circuits de commercialisation constitue un levier essentiel pour la résilience économique des producteurs.

Au-delà des aspects économiques, les relations sociales entre colons agricoles et populations autochtones révèlent une intégration globalement positive, bien que nuancée par certaines tensions. La participation aux cérémonies sociales et culturelles est relativement élevée, avec 67 % des colons y prenant part, ce qui traduit une volonté d'intégration et de renforcement des liens sociaux. Toutefois, 33 % des colons ne participent pas à ces événements, suggérant l'existence de barrières à une intégration totale. Globalement, 80 % des répondants perçoivent positivement les relations entre colons et autochtones, dont 65 % les jugent très bonnes. Cependant, 17 % les considèrent moyennes et 3 % mauvaises, indiquant que des tensions peuvent subsister dans certains contextes. Ces résultats s'alignent avec ceux de T. Sikor et D. Müller (2009, p.66), qui ont démontré que l'accès aux ressources, en particulier foncières, façonne les dynamiques sociales entre colons et populations locales.

L'un des marqueurs les plus significatifs de l'intégration sociale est le mariage mixte, observé par 84 % des répondants. Ce phénomène illustre des interactions avancées entre colons et autochtones, facilitant le renforcement des liens communautaires. Toulmin (2009, p. 16) souligne également que les alliances familiales, notamment les mariages mixtes, favorisent l'intégration des colons et atténuent les conflits identitaires.

Cependant, malgré ces relations globalement harmonieuses, des tensions subsistent, notamment en lien avec l'accès à la terre. L'analyse révèle que 66 % des colons ont été impliqués dans des conflits fonciers, dont 70 % concernent des différends liés aux limites des terres. Ce phénomène est bien documenté par J.D. Rausch (2016, p.67), qui met en lumière les conflits récurrents entre migrants agricoles et populations autochtones en Afrique de l'Ouest, souvent dus à la concurrence pour des ressources limitées et à l'absence de délimitations claires des parcelles.

Par ailleurs, F. Boamah (2017, p.15) souligne que l'instabilité perçue du droit d'occupation par les colons agricoles peut être une autre source de tensions, un aspect confirmé dans cette étude où 11 % des conflits relèvent de cette problématique. Enfin, 19 % des tensions sont liées à d'autres causes, telles que l'exploitation des ressources naturelles et les rivalités économiques, des facteurs également identifiés par J.D. Rausch (2016, p.70) comme étant au cœur des transformations sociales et économiques induites par l'expansion agricole.

Ainsi, bien que l'intégration sociale des colons agricoles soit largement positive, elle reste marquée par des défis liés à la gestion foncière et aux rapports économiques, nécessitant des approches de médiation et de gouvernance foncière adaptées pour garantir une cohabitation harmonieuse.

Conclusion

Cette étude met en évidence le rôle central de l'agriculture dans l'économie de la zone d'étude, en tant que principal pourvoyeur d'emplois et moteur d'activités connexes comme le commerce, la transformation des produits et l'élevage. La commercialisation repose sur divers circuits, incluant marchés locaux, échanges transfrontaliers et intermédiaires, assurant une diversification des débouchés.

Les relations entre colons agricoles et autochtones sont globalement harmonieuses, bien que des tensions persistent, notamment sur les conflits fonciers liés à la délimitation des terres et aux droits d'occupation.

Cependant, l'étude présente certaines limites, notamment des biais de réponse et des perceptions subjectives issues des entretiens. L'échantillon, bien que représentatif, ne permet pas une généralisation des résultats, et l'analyse reste partielle sur l'impact des politiques foncières et des dynamiques migratoires. Des études futures pourraient adopter une approche mixte et prolongée pour mieux cerner ces interactions et les enjeux fonciers.

Références Bibliographiques

- APOSTOLIDIS Théodore, 2006, *L'analyse phénoménologique interprétative*, Paris, Armand Colin, 165 p.
- ALAM Abul Bashar Sarker, GOMES James Isaac & HASSAN Md. Kamrul, 2016, « Agricultural Market Participation and Farmers' Livelihoods in Developing Countries: Evidence from Rural Bangladesh », in *Asian Journal of Agriculture and Rural Development*, vol. 6, n° 11, pp. 196-206.
- BIERSCHENK Thomas & DE SARDAN Jean-Pierre Olivier, 2014, *Anthropologie du développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 348 p.
- BOAMAH Festus, 2017, « Benevolent Illusions: Gendered Spaces in Farmer-Herder Relations in the Ghanaian Transition Zone », in *Society & Natural Resources*, vol. 31, n° 1, pp. 1-17.
- CIRAD, 2013, *Agroécologie : Produire autrement pour une agriculture durable*, Versailles, Éditions Quae, 312 p.
- COURADE Georges, LASSAILLY Valérie & LOMBARD Jérôme, 2003, *Atlas du Bénin*, Paris, Éditions Jagellon, 128 p.
- DSA/MAEP (Direction des Statistiques Agricoles/Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche), 2021, *Statistiques agricoles nationales*, Cotonou, MAEP, 142 p.
- IGUE Alexis, 1994, *L'espace régional en Afrique. L'exemple du Bénin*, Paris, L'Harmattan, 203 p.
- KALKUHL Matthias, VON BRAUN Joachim & TORERO Máximo, 2015, « Agricultural Market Access, Diversification and Farmer Welfare: Evidence from Tanzania », in *Journal of Development Economics*, vol. 116, pp. 14-26.
- LAVIGNE DELVILLE Philippe, 2000, *La riposte paysanne : Enjeux fonciers et dynamiques rurales en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 480 p.
- LUND Christian, 2002, « Local Politics and Property Rights », in *Forum for Development Studies*, vol. 29, n° 2, pp. 227-252.
- MBONGUE Émile Roger, 2021, *Impacts des dynamiques agricoles sur l'environnement de Melong, Cameroun*, Mémoire de Master 2, Université de Douala, Douala, 86 p.
- RAULIN Henri, 2008, « La zone frontalière : Approche d'un champ théorique », in *L'Espace Géographique*, vol. 37, n° 4, pp. 317-330.

RAUSCH John David, 2016, « Land Conflict, Climate Change, and Violence in Nigeria », in *Conflict Resolution Quarterly*, vol. 34, n° 2, pp. 129-148.

REARDON Thomas, TIMMER Charles Philip & BARRETT Christopher B., 2018, « The Quiet Revolution in Tropical Fruit Value Chains: Implications for Smallholders », in *Global Food Security*, vol. 16, pp. 1-12.

RGPH4, 2015, *Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Bénin, Rapport définitif*, Cotonou, INSAE, 303 p.

SIKOR Thomas & MÜLLER Daniel, 2009, « The Limits of State-Led Land Reform : An Introduction », in *World Development*, vol. 37, n° 8, pp. 1307-1316.

TOULMIN Camilla, 2009, « Securing Land and Property Rights in Sub-Saharan Africa: The Role of Local Institutions », in *Land Use Policy*, vol. 26, n° 1, pp. 10-19.

TREYER Sébastien, TAFESSE Mequanint & GRAHAM Maria, 2019, « Agricultural Market Diversification and Household Food Security: Evidence from Rural Ethiopia », in *Food Policy*, vol. 83, pp. 1-12.

WISE Timothy Joseph, 2017, *Eating the Market: America's Food Policies and the Global Food Crisis*, New York, Monthly Review Press, 336 p.